RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011

PLAN DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011

I. Attestation de responsabilité

II. Rapport de Gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte annuelle du 29 juin 2012

III. Communiqué relatif aux honoraires des contrôleurs légaux des comptes

IV. Comptes consolidés et annexes

V. Comptes sociaux et annexes

VI. Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes statutaires et consolidés

ATTESTATION DE RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Madame Marie Meynadier, Directeur Général de EOS IMAGING.

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et du Groupe, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté. »

Marie Meynadier, Directeur Général de EOS Imaging

EOS IMAGING
Société anonyme au capital de 174.024,29 Euros
Siège Social : 10, rue Mercoeur, 75011 Paris
349 694 893 RCS PARIS

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de gestion établi par votre Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L 232-1 du Code de commerce.

Votre Conseil d'administration vous a réunis en Assemblée Générale afin de vous informer de la marche des affaires de notre Société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2011, de vous présenter les comptes et résultats et de les soumettre à votre approbation.

Les rapports de vos Commissaires aux comptes, celui de votre Conseil d'administration, l'inventaire et les comptes de l'exercice et plus généralement l'ensemble des documents et renseignements énumérés par les articles L225-115 et R 225682 du Code de Commerce ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Votre Conseil d'administration, lors de sa séance du 20 avril 2012, a procédé à l'examen des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 décembre 2011 et a arrêté lesdits comptes. Ces comptes consolidés ont été établis selon le référentiel IFRS.

1. SITUATION DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1.1. Compte rendu de l'activité et événements importants au cours de l'exercice 2011

L'objet de la société est de développer et commercialiser une modalité d'imagerie médicale innovante, dédiée aux pathologies ostéo-articulaires. L'offre de la société est constituée de l'équipement d'imagerie 2D/3D très basse dose EOS associé aux stations de revue d'image sterEOS. La société commercialise cette offre par le biais d'une présence directe de la société et de ses filiales aux USA, Canada et Allemagne (le Groupe), ainsi que par le biais d'accords de distribution.

En 2011, la société a développé sa présence sur les marchés nord-américain et européen, incluant une entrée sur le marché italien. Elle a également réalisé ses premières ventes sur de nouveaux marchés : l'Australie et la Turquie. La société a réalisé un chiffre d'affaires total de 6,9M€, associé à la vente de 16 équipements et aux prestations de maintenance des équipements installés.

Par ailleurs EOS imaging a obtenu en 2011 l'approbation 510(k) de la FDA (Food and Drug Administration) pour la commercialisation de la version 1.4 de la station de revue sterEOS, qui permet la reconstruction 3D du membre inférieur.

Cette approbation, qui fait suite au marquage CE de cette version en 2010, permet désormais à la société de se positionner sur le segment de la prothèse de hanche et de genou qui constitue une fraction très significative des actes de chirurgie orthopédique.

1.1.1. Recherche et Développement – Etudes cliniques

EOS imaging a constitué une équipe de 21 ingénieurs de développement associée à deux responsables d'essais cliniques, basés respectivement en France et aux USA, et à une équipe réglementaire de deux personnes.

En 2011, la Société a poursuivi un programme de développement centré sur la convivialité des interfaces et l'accompagnement des chirurgies de prothèse.

Sur la plate-forme sterEOS des outils logiciels d'aide à l'opérateur sous forme de « wizards » ont ainsi été développés pour faciliter les étapes de reconstruction 3D. La Société a développé un premier outil de contrôle post-opératoire du placement de prothèse de hanche, élément significatif d'une offre permettant un contrôle qualité systématique des chirurgies de prothèse à 3D et en position fonctionnelle. Ces fonctionnalités ont donné lieu au déploiement sur la base installée d'une nouvelle version logicielle au troisième trimestre 2011.
Sur la plate-forme EOS, des fonctions avancées de traitement des images bi-dimensionnelles ont également été développées en 2011 et ont fait l'objet du déploiement d'une nouvelle version logicielle sur la base installée.

Enfin, dans le domaine de la recherche, la société a poursuivi son programme dans le cadre du projet européen VPHOP et a pu réaliser en particulier de premières images cliniques bi-énergie.

Au plan clinique, le Groupe a maintenu une activité importante d'accompagnement de sites leaders en imagerie ostéo-articulaire et orthopédie. Entre autres travaux, l'année 2011 a permis le lancement d'une étude multicentrique visant à mesurer l'impact d'une image 3D de la colonne vertébrale dans le choix de stratégie chirurgicale de la scoliose ; les résultats de cette étude sont attendus en 2012.

1.1.2. Vente et Marketing

Le Groupe disposait fin 2011 d'une équipe de 17 personnes pour couvrir les activités de ventes directes, de support à la vente indirecte, de formation, de communication, d'affaires cliniques et de définition du plan produit.

Les ventes 2011 ont été réalisées par les équipes commerciales du Groupe pour 89% en direct et pour 11% par le biais de distributeurs. Parmi les ventes réalisées en direct, 25% l'ont été avec participation d'un agent commercial rétribué à la commission.

En 2011, la société a signé de nouveaux accords de partenariat commercial aux Etats Unis (Alpha Medical Equipment, Highland USA Inc et Amerinet), portant ainsi à dix-huit le nombre des sociétés partenaires du Groupe pour la commercialisation de l'offre EOS.

1.1.3. Ressources humaines

L'effectif du Groupe s'est développé au cours de l'exercice. Le Comité de Direction s'est renforcé en accueillant un Directeur Marketing Europe et un Directeur Financier. L'équipe marketing a accueilli son responsable marketing opérationnel, son responsable des études cliniques sur le marché Nord-Américain, trois ingénieurs d'application, trois techniciens de maintenance, et un ingénieur qualité.
L'effectif moyen consolidé est ainsi passé de 47 personnes en 2010 à 54 personnes en 2011. L'effectif total est de 57 personnes au 31 décembre 2011.

1.1.4. Financement et structure du capital

En décembre 2011, la société a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1,9M€, par émission d'obligations convertibles.
Cette opération avait pour objet d'accompagner le Groupe jusqu'à son introduction en bourse qui s'est déroulée en février 2012.
La situation en trésorerie du Groupe s'établit à 1 712K€ au 31 décembre 2011. Le montant des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011 s'élève, après imputation du résultat de l'exercice 2011, à 1 733K€.

1.1.5 Progrès réalisés /difficultés rencontrées

L'année 2011 a vu la consolidation du positionnement d'EOS comme modalité de référence en imagerie ostéo-articulaire. L'acquisition d'EOS par des institutions prestigieuses telles que l'hôpital Cochin ou le Hospital for Joint Diseases de NYU va permettre à la société de développer la visibilité de sa technologie par le biais de publications et communications médicales.
Les difficultés rencontrées par le Groupe sont liées à la raréfaction des crédits d'équipement dans les pays occidentaux, dont la conséquence est un allongement des cycles de décision budgétaire. Le Groupe a de ce fait mis en place des partenariats aux Etats-Unis et en France qui lui permettent de proposer des solutions de financement par location, crédit-bail ou « shared revenue » (ce dernier aux Etats-Unis).

1.1.6 Divers

Le principe de l'admission des actions de la société aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext de Paris a été approuvé par le conseil d'administration du 10 novembre 2011.

L'émission d'un emprunt obligataire par émission d'obligations convertibles et d'un montant maximum de 2,4 millions d'euros a été approuvée par le conseil d'administration du 2 décembre 2011.

Les mandats d'administrateurs d'Edmond de Rothschild Investment Partners, COFA invest, CAPE, NBGI Private Equity et UFG Siparex ont été renouvelés par le conseil d'administration du 30 juin 2011. Leurs mandats sont renouvelés pour une durée de 3 ans qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2013.

La Caisse des Dépôts et Consignation, représentée par Madame Marie-Laure Garrigues, a été nommée administrateur de EOS imaging lors du conseil d'administration du 2 décembre 2011 en remplacement de CAPE, représenté par Monsieur Bruno Montanari, démissionnaire.

1.2 Résultat des activités

1.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé en 2011 s'élève à 6 944K€, contre 4 873K€ en 2010, soit une augmentation de 42%.

Il correspond à la vente de 16 équipements qui représente un chiffre d'affaires de 6 266K€, et aux revenus de maintenance des équipements sous contrat pour un montant de 678K€.

La société a réalisé en 2011 ses premières ventes en Italie, en Turquie ainsi qu'en Australie.

Le chiffre d'affaires réalisé sur le premier semestre s'est élevé à 1 957K€. Le volume des ventes a progressé sur le second semestre. Le chiffre d'affaires enregistré sur le second semestre s'est élevé à 4 987K€, soit 72% du chiffre d'affaires annuel.

1.2.2. Autres produits

Les autres produits correspondent aux financements publics obtenus sur les programmes de recherche en cours (Crédit Impôt Recherche et subventions).

Ils se sont élevés à 648K€ contre 2 107K€ en 2010.

La baisse enregistrée sur l'exercice est liée tout d'abord à la baisse des subventions, dont une partie significative est rattachée à des programmes qui prennent fin en 2011 ou 2012. Au cours du second semestre 2011, la société s'est positionnée sur de nouveaux programmes d'envergure, qui prendront dès 2012 le relais des anciens programmes.

Elle s'explique également par la baisse du Crédit d'Impôt Recherche dont le montant a été fortement réduit, compte tenu du montant des encaissements de subventions sur l'exercice.

Le montant des subventions et du Crédit d'Impôt Recherche inscrits au résultat sur l'exercice s'élève respectivement à 170K€ et 477K€ contre 1 231K€ et 876K€ en 2010.

1.2.3. Coûts directs des ventes

Le Groupe a produit 16 équipements sur 2011.

Ce volume de production ne permet pas encore d'optimiser le processus de fabrication ni de réaliser d'économies d'échelle significatives.

Suite à la signature d'un nouvel accord de partenariat au niveau de l'intégration des équipements, le coût de production moyen d'un équipement a toutefois été réduit de l'ordre de 10% sur la fin de l'exercice. L'effet de ce changement de partenaire sera reflété en totalité sur l'exercice 2012.

Le coût de maintenance des équipements installés se compose du coût des pièces détachées, et du coût salarial des équipes dédiées.

Le taux de marge sur coûts directs des ventes est de 28%.

1.2.4. Coûts indirects de production et de services

Les coûts indirects de production se composent des salaires ou du coût de sous-traitance des fonctions n'intervenant pas directement dans le processus de production ou de maintenance (gestion des achats, de la planification et du contrôle qualité), ainsi que des frais de déplacement et des achats externes.

Les coûts indirects de production et de service se sont élevés 1 629K€ contre 1 063K€ en 2010.

L'augmentation de 53% sur l'exercice s'explique essentiellement par la progression du nombre d'équipement installés.

1.2.5. Frais de recherche et développement

L'activité de l'équipe de Recherche et Développement s'est articulée autour de la poursuite du développement des fonctionnalités d'EOS pour la chirurgie orthopédique.
Les frais de recherche et développement se sont élevés à 1 915K€ contre 2 076K€ en 2010. Ces coûts intègrent l'amortissement des coûts de développement activés, dont le montant net inscrit à l'actif au 31 décembre 2011 s'élève à 665K€.

1.2.6. Frais de ventes et de marketing

L'équipe marketing s'est développée de manière significative sur l'exercice, au travers du recrutement d'un responsable des études cliniques aux Etats Unis, d'ingénieurs d'application chargés de la formation et l'accompagnement des médecins dans l'utilisation de nos équipements, et d'une responsable du marketing opérationnel en Europe.

Les frais de vente et de marketing se sont élevés à 3 243K€ vs 2 452K€ en 2010. Cette évolution résulte de la hausse des commissions sur ventes, qui ont progressé de 42% sur la période, des recrutements opérés sur l'exercice au niveau de l'équipe marketing, ainsi que de la poursuite du développement des actions marketing engagées afin d'améliorer la présence du Groupe sur ses marchés.

1.2.7. Coûts réglementaires

Les coûts règlementaires se sont élevés à 260K€ vs 206K€ en 2010.
Cette progression résulte essentiellement du recrutement d'une collaboratrice qualité au cours de l'exercice. Ce renforcement va permettre à notre société d'aborder les démarches réglementaires sur de nouveaux marchés.

1.2.8. Frais administratifs

Les frais administratifs se sont élevés à 2 117K€ vs 2 002K€ en 2010.

Cette augmentation de 6% est principalement liée au recrutement d'un Directeur Financier au cours de l'exercice et à la hausse de certains coûts liés au développement de l'activité.

1.2.9 Paiement fondé sur des actions

Au cours de l'exercice, le Groupe a attribué des stock-options à ses salariés, dont la juste valeur est comptabilisée en totalité sur l'exercice.
Cette charge s'élève à 58K€ sur l'exercice, contre 429K€ en 2010.

1.2.10 Résultat financier

Le résultat financier net est négatif de 38K€, contre un résultat positif de 14K€ en 2010.
Cette évolution résulte de la réduction des produits de placement, compte tenu de la baisse du niveau de trésorerie sur l'exercice.

1.2.11. Résultat de l'exercice

Le résultat net du Groupe pour l'exercice 2011 est une perte de 6 554K€ contre une perte de 4 679K€ en 2010.

1.3 Description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté

Les risques auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans le document de base, qui date de décembre 2011. Le type de risque et leur nature n'ont pas évolué à la date de rédaction du présent rapport, à l'exception du risque de liquidité.
En effet, lors de son introduction sur le marché réglementé NYSE Euronext à Paris le 16 février 2012, le Groupe a levé 37,9M€. Cette opération doit permettre de l'accompagner jusqu'à l'atteinte de la profitabilité. Par conséquent, le risque de liquidité est désormais écarté sur le moyen terme.

1.4 Litiges

Aucun nouveau litige n'est connu par le Groupe. La seule créance client pour laquelle un risque de non recouvrement est identifié est dépréciée en totalité dans les comptes.

1.5 Evolution et perspectives d'avenir

Le Groupe a annoncé en février 2012, lors de son introduction en bourse qu'il entendait accélérer la commercialisation de ses produits et qu'il allait renforcer son équipe commerciale pour mener à bien cet objectif. Cette première phase de recrutement s'est engagée début 2012.

En parallèle, le Groupe continue de développer les fonctionnalités du produit EOS, en particulier en regard de la planification et du contrôle chirurgical, et de mener les essais cliniques associés à ces

fonctionnalités qui permettront une accélération de la diffusion de ses produits sur ses marchés actuels et sur les nouveaux marchés visés.

1.6 Filiales et participations

Le Groupe est constitué de la société EOS imaging SA, qui détient 100% du capital de ses trois filiales :

Eos Imaging Inc EOS imaging, INC. :
Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de $1 dont le siège social est 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.
Cette entité assure la vente des produits du Groupe sur le territoire américain.

Au 31 décembre 2011, elle affiche un chiffre d'affaires de 2 661KUSD (soit 1 912K€) et une perte nette de 1 113KUSD (soit 800K€).

EOS imaging GmbH :
Société de droit allemand au capital de 25 000 euros dont le siège social est situé au Dieselstrasse 12-64347 Griesheim.
Cette entité assure la vente des produits du Groupe en Allemagne.
Au 31 décembre 2011, elle affiche un chiffre d'affaires de 50K€ et une perte nette de 24K€.

EOS image, Inc :
Société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, EOS image, Inc a son siège social à Montréal, Québec, Canada.
Cette entité assure la commercialisation des produits du Groupe sur le territoire canadien.
Au 31 décembre 2011, elle affiche un chiffre d'affaires de 146KCAD (soit 106K€) et une perte de 28KCAD (soit 21K€).

Au titre de l'exercice 2011, EOS imaging SA a facturé à ses filiales des management fees d'un montant de 74K€ et des intérêts sur compte courant pour un montant 96K€.

1.7 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé jusqu'à la date d'établissement du présent rapport

Depuis le 1er janvier 2011, les événements importants suivants sont à signaler :

Lors de son introduction sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012, le Groupe a levé 37,9M€, par émission de 5 520 000 actions souscrites au prix de 6,87€.

Par conséquent, le conseil d'administration du 15 février 2012 a décidé d'augmenter le capital social de EOS imaging SA d'un montant nominal de 55.200 euros, pour le porter de 116.035,59 euros à 171.235,59 euros, par l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, de 5.520.000 actions ordinaires, au prix de 6,87 euros l'une, soit 0,01 euro de valeur nominale et 6,86 euros de prime d'émission.

Les 957 933 obligations convertibles émises le 2 décembre 2012 ont été converties à cette date en 278 874 actions ordinaires de la société valorisées au prix de l'introduction en bourse, soit à 6,87€ par action.

Le Conseil d'Administration du 15 mars 2012 a fait usage de la délégation qui lui avait été consentie aux termes de la dix-septième résolution décidée par l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 15 février 2012, et autorisé la mise en place d'un contrat de liquidité auquel est affectée la somme de 500 000 euros.

Le Conseil d'Administration du 16 janvier 2012 a attribué à Marie Meynadier 360 000 actions gratuites.

2. SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

2.1. Compte rendu de l'activité et événements importants au cours de l'exercice 2011

Les faits marquants pour la société mère du Groupe ont été présentés au chapitre 1.1. ci-dessus.

2.2. Changement de composition du conseil d'administration

Lors du Conseil d'administration du 2 décembre 2011, La Caisse des Dépôts et Consignation, représentée par Madame Marie-Laure Garrigues a été nommée administrateur de EOS imaging, en remplacement de CAPE, représenté par Monsieur Bruno Montanari, démissionnaire. Ce dernier a été nommé censeur.

2.3. Ressources humaines

L'effectif de la société s'est développé au cours de l'exercice. Le Comité de Direction s'est renforcé en accueillant un Directeur Marketing Europe et un Directeur Financier. La société a recruté un responsable marketing opérationnel, deux ingénieurs d'application, deux techniciens de maintenance, et un ingénieur qualité.

L'effectif moyen de la société est ainsi passé de 41 personnes en 2010 à 47 personnes en 2011. L'effectif total est de 48 personnes au 31 décembre 2011.

2.4. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière, notamment de la situation d'endettement de la Société au regard du volume et de la complexité des affaires

L'activité de la société peut être assimilée à celle du Groupe, puisque les filiales ont une activité limitée à la vente de nos équipements sur leurs marchés.
Aussi, nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1. ci-dessus.

Les dettes comptabilisées au 31.12.2011 avec le comparatif 2010 sont les suivantes (€):

Dettes	2011	2010
Emprunts et dettes financières divers	1.949.129	25.652
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2.331.936	1.479.883
Dettes fiscales et sociales	1.136.122	967.833
Autres dettes	200.291	610.128
Produits constatés d'avance	56.949	5.949
TOTAL	**5.674.427**	**3.089.445**

2.5. Description des principaux risques et incertitudes et gestion des risques

L'activité de la société peut être assimilée à celle du Groupe. Aussi, nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.3. ci-dessus.

2.6. Litiges

Aucun litige n'est porté à la connaissance de la société au 31 décembre 2011.

2.7. Activité en matière de Recherche et Développement

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1.1. ci-dessus.

2.8. Résultats sociaux

Les comptes sociaux de la société vous sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Les résultats de l'exercice 2011 avec le comparatif par rapport à l'exercice 2010, sont les suivants :

	2011	**2010**
Le chiffre d'affaires s'élève à :	€ 6.431.557	€ 4.627.209
Le total des produits d'exploitation s'élève à :	€ 6.729.340	€ 6.140.326
Le total des charges d'exploitation s'élève à :	€ 12.931.778	€ 10.147.803
D'où un résultat d'exploitation de :	€ (6.202.439)	€ (4.007.477)
Le total des produits financiers s'élève à :	€ 981.681	€ 93.571
Le total des charges financières s'élève à :	€ 2.483.022	€ 2.179.930
D'où un résultat financier de :	€ (1.501.341)	€ (2.086.359)
Le résultat courant avant impôt de :	€ (7.703.779)	€ (6.093.836)
Le total des produits exceptionnels s'élève à :	€ 0	€ 0
Le total des charges exceptionnelles s'élève à :	€ 4.463	€ 18.543
D'où un résultat exceptionnel de :	€ (4.463)	€ (18.543)
Impôt sur les sociétés :	€ (480.430)	€ (871.093)
Perte nette comptable :	€ (7.227.813)	€ (5.241.286)

Les capitaux propres au 31 décembre 2011, s'élèvent à -777.595 €.

2.9. Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1.5. ci-dessus.

2.10. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs

En application de l'article D441-4 du Code de Commerce, la société présente ci-dessous la décomposition au 31 Décembre 2011 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En €	Total	Moins de 30 jours	Entre 31 et 60 jours	Plus de 60 jours
Au 31/12/2011	1.844.339	1.007.212	555.422	281.704
Au 31/12/2010	1.282.695	972.386	279.151	31.158

2.11. Informations sociales

Au 31 décembre 2011, l'effectif de la société était de 49 salariés contre 42 salariés au 31 décembre 2010. L'effectif de 49 salariés comprenait 44 salariés en contrat à durée indéterminée, 1 salariée en contrat à durée déterminée, 2 salariés en contrat de professionnalisation, 0 salariés en arrêt de travail, 0 salariés en congé parental d'éducation et 2 salariés démissionnaires faisant encore partie de l'effectif dont le préavis était en cours de réalisation.

2.12. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2011, soit 7 646 873 €, au compte report à nouveau qui sera ainsi porté de 15 957 902 € à 23 604 775 €.

2.13. Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Vous trouverez en annexe le tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

2.14. Montant des dividendes et avoir fiscal des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions légales (article 243 bis du code général des impôts), il est rappelé qu'il n'a été mis en distribution, au cours des trois derniers exercices, aucun dividende.

2.15. Les dépenses somptuaires et charges non déductibles (CGI 39-4 et 223 quater)

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé font apparaître une somme correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement d'un montant de 8 171 €.

2.16. Quitus aux administrateurs

Le conseil et son président demandent à l'assemblée de bien vouloir leur donner quitus pour leur gestion au cours de l'exercice.

2.17. Filiales et participations

2.17.1. Prises de participation significatives ou prises de contrôle

Nous vous informons que la Société n'a pris aucune participation et n'a pris le contrôle d'aucune société au cours de l'exercice écoulé.

2.17.2 Aliénations d'actions intervenues pour régulariser les participations croisées

Nous vous informons que la Société n'a pas eu à procéder à des aliénations d'actions en vue de mettre fin aux participations croisées prohibées par les articles L233-29 et L233-30 du Code de Commerce.

2.17.3. Cessions de participations

Nous vous informons que la Société n'a cédé aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

2.17.4 Activité des filiales et des sociétés contrôlées

Le Groupe est constitué de la société EOS imaging SA, qui détient 100% du capital de ses trois filiales :

EOS Imaging Inc :
Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de $ 1 dont le siège social est 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.
Cette entité assure la vente des produits du Groupe sur le territoire américain.

Au 31 décembre 2011, elle affiche un chiffre d'affaires de 2 661 KUSD (soit 1 912K€) contre 1 687KUSD en 2010 et une perte nette de 1 113 K$ (soit 800K€) contre une perte de 1 344K$ en 2010.

EOS imaging GmbH :
Société de droit allemand au capital de 25 000 euros dont le siège social est situé au Dieselstrasse 12-64347 Griesheim.
Cette entité assure la vente des produits du Groupe en Allemagne.
Au 31 décembre 2011, elle affiche un chiffre d'affaires de 50K€ contre 12K€ en 2010 et une perte nette de 24K€ contre une perte de 27K€ en 2010.

EOS image, Inc :
Société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, EOS image, Inc a son siège social à Montréal, Québec, Canada.
Cette entité assure la commercialisation des produits du Groupe sur le territoire canadien.
Au 31 décembre 2011, elle affiche un chiffre d'affaires de 146 KCAD (soit 106K€) contre 872KCAD en 2010 et une perte de 28KCAD (soit 21K€) contre un résultat à l'équilibre en 2010

2.17.5 Manière dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur développement régional et les populations locales :

Les salariés des filiales étrangères ont été tous recrutés dans leurs bassins d'emploi.

3. INFORMATION RELATIVE AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Le capital social s'élevait au 31 décembre 2011 à 116 035,59 €, divisé en 11 603 559 actions de valeur nominale.

4. ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Dans le cadre des dispositions de l'article L 225-102, nous vous informons qu'aucun plan d'épargne entreprise n'a été mis en place au bénéfice des salariés de la société.

En revanche, il a été octroyé aux salariés de la société des stocks options dont le tableau ci-dessous résume la situation à la date de clôture de l'exercice :

	Plan 2009	Plan 2010
Date de l'Assemblée Générale	12/02/2009	09/04/2010
Nombre d'actions attribuées	496 139	375 000

5. INFORMATION CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

5.1. Liste des mandats des mandataires sociaux

Nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats exercée par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice.
Le tableau ci-dessous présente les informations concernant la composition du conseil d'administration de la Société.

Nom	Mandat	Principale fonction dans la Société	Principale fonction hors de la Société	Date de début et fin de mandat
Stéphane Sallmard 10, rue Mercœur 75011 Paris	Administrateur	Président du conseil d'administration	Directeur de i-Optics B.V.	Renouvelé en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 2 décembre 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Renouvelé par le conseil d'administration en qualité de président du conseil d'administration le 2 décembre 2011 pour la durée

				de son mandat d'administrateur.
Marie Meynadier imaging 10, rue Mercœur 75011 Paris	Administrateur	Directrice générale	Néant	Renouvelée en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 9 avril 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides Old Change House 128 Queen Victoria Street, EC4V 4BJ, Londres (Royaume-Uni)	Administrateur	Néant	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 30 juin 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues 137, rue de l'Université, 75007 Paris	Administrateur	Néant	Néant	Nommé en qualité d'administrateur par le conseil d'administration du 2 décembre 2011 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Nomination soumise à la ratification de la prochaine l'assemblée générale des actionnaires.
UFG - Siparex représentée par Olivier Denigot 173-175, boulevard Haussmann 75008 Paris	Administrateur	Néant	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012. Pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski 47, rue du	Administrateur	Néant	Président de Minnow Medical France	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012. Pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Faubourg Saint Honoré 75008 Paris				
COFA Invest représentée par Marie-Hélène Plais 48, avenue du Président Wilson 75016 Paris	Administrateur	Néant	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 30 juin 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Philip Whitehead Hants RG25, 2RE Dairy Cottage Upton Grey (Royaume-Uni)	Administrateur	Néant	Directeur de Time Spent Property Developments Ltd, Linx Printing Technologies Ltd, Danaher UK Industries Ltd, Hoddington Inns Ltd Vice-Président de Tektronix UK Holdings Ltd, Tektronix UK Ltd, Gilbarco (NZ) Holdings Ltd	Nommé par l'assemblée générale du 6 décembre 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

5.2. Rémunérations et avantages de toute nature de chacun des mandataires sociaux

Les rémunérations versées à chaque mandataire social par la Société ou par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L233-16 du Code de Commerce sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Marie Meynadier	Rémunération fixe versée	153 844 €
	Avantage en nature	12 987 €
	Rémunération variable versée	56 689 €
	Total rémunération versée	**223 520 €**
	Nbre de SO attribuées	- €
	Juste valeur des SO attribuées	- €
Hervé Legrand	Rémunération fixe versée	152 917 €
	Avantage en nature	- €
	Rémunération variable versée	26 901 €
	Total rémunération versée	**179 818 €**
	Nbre de SO attribuées	- €
	Juste valeur des SO attribuées	- €

6. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE ECOULE JUSQU'A LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.7. ci-dessus.

7. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Du fait des pertes constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Nous vous rappelons que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du code de commerce, si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée par l'assemblée des actionnaires, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation est intervenue, soit au plus tard le 31 décembre 2014, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Il est donc nécessaire, pour se conformer aux dispositions de l'article L. 225-248 précité, de vous réunir en assemblée générale extraordinaire afin que vous vous prononciez sur l'éventuelle dissolution anticipée de la Société.

Compte tenu des fonds levés le 15 février 2012 lors de l'opération d'introduction sur le marché réglementé NYSE Euronext de Paris et des perspectives de développement de la Société, nous vous demandons de décider la poursuite des activités de la Société.

8. QUITUS – RESOLUTIONS

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires ou explications que vous jugeriez utiles et vous demandons de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont présentées et qui reprennent les éléments de notre rapport.

Annexe 1 : TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2007	2008	2009	2010	2011
1. CAPITAL DE FIN D'EXERCICE					
a. Capital social	2 282 311	2 759 403	74 969	116 036	116 036
b. Nombre des actions ordinaires existantes	3 510 971	4 245 235	7 496 890	11 603 559	11 603 559
c. Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
2. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	2 848 136	921 304	2 774 291	4 627 209	6 431 557
b. Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	(1 176 894)	(5 458 450)	(3 003 416)	(3 634 690)	(5 949 227)
amortiss prov	1 744 393	2 962 092	1 744 393	2 962 092	2 962 092
c. Impôts sur les bénéfices	(576 358)	(700 540)	(483 771)	(871 093)	(480 430)
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e. Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	(2 344 929)	(7 720 002)	(3 361 902)	(5 241 286)	(7 227 813)
f. Résultat distribué					
3. RESULTAT PAR ACTION					
amortissements et provisions	(0,17)	(1,12)	(0,22)	(0,20)	(0,37)
b. Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	(0,67)	(1,82)	(0,45)	(0,45)	(0,62)
c. Dividende attribué à chaque action					
4. PERSONNEL					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	35	37	36	39	47
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	1 532 315	2 232 520	2 128 115	2 656 390	3 126 926
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	814 407	1 170 496	1 262 058	1 170 496	1 541 615
(Sécurité Sociale, oeuvres sociales,...)					

COMMUNIQUE RELATIF AUX HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Tableau récapitulatif des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice.

Montant HT en milliers d'euros	Ernst & Young	Lydia Bourgeois
Audit		
Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés		
- Eos Imaging SA	46	22
- Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH)	15	5
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes		
- Eos Imaging SA	27	
- Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH)		
Sous Total	**88**	**27**
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
Juridique, social, fiscal		
Autres		
Sous Total		
Total	**88**	**27**

EOS IMAGING
10 rue Mercoeur – 75011 Paris

RCS Paris 349 694 893

Comptes consolidés établis en normes IFRS

Exercice clos le 31 décembre 2011

ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers d'euros)

ACTIF	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2011	2010
Immobilisations incorporelles	4	724	716
Immobilisations corporelles	5	546	375
Actifs financiers	6	154	59
Total des actifs non courants		**1 424**	**1 150**
Stocks et encours	7	1 291	1 424
Clients et comptes rattachés	8	2 819	2 756
Autres actifs courants	8	1 685	3 053
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 712	3 915
Total des actifs courants		**7 507**	**11 148**
TOTAL DE L'ACTIF		**8 931**	**12 298**

PASSIF	Note		
Capital social	10	116	116
Primes liées au capital		22 272	22 272
Réserves		(14 101)	(9 396)
Réserves de conversion		99	82
Résultat consolidé, part du groupe		(6 653)	(4 762)
Total des capitaux propres		**1 733**	**8 312**
Provisions	11	95	63
Passifs financiers	12	721	309
Total des passifs non courants		**815**	**372**
Passifs financiers	13	1 923	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	2 441	1 637
Autres passifs courants	13	2 017	1 977
Total des passifs courants		**6 382**	**3 614**
TOTAL DU PASSIF		**8 931**	**12 298**

ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL
(en milliers d'euros)

	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2011	**2010**
Produits des activités ordinaires			
Chiffre d'affaires	*14*	6 944	4 873
Autres produits	*14*	648	2 107
Total des produits des activités ordinaires		**7 592**	**6 980**
Charges opérationnelles			
Coûts directs des ventes		(4 987)	(3 528)
Coûts indirects de production et service	*17*	(1 629)	(1 063)
Recherche et développement	*17*	(1 915)	(2 076)
Ventes et marketing	*17*	(3 243)	(2 452)
Réglementaire		(260)	(206)
Coûts administratifs	*17*	(2 117)	(2 002)
Paiements fondés sur des actions	*16*	(58)	(429)
Total des charges opérationnelles		**(14 208)**	**(11 755)**
RESULTAT OPERATIONNEL		**(6 616)**	**(4 775)**
Charges financières	*18*	(79)	(65)
Produits financiers	*18*	41	79
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		**(6 653)**	**(4 762)**
Charge d'impôt	*19*		
RESULTAT NET DE LA PERIODE - Part du groupe		**(6 653)**	**(4 762)**
Ecarts de conversion sur entités étrangères		99	82
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE		**(6 554)**	**(4 679)**
Résultat net par action (en euros) - de base et dilué	*22*	(0,57)	(0,45)

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Capitaux propres du groupe EOS IMAGING	Capital	Primes liées au capital	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé Part du groupe	Total
31/12/2009	**75**	**14 303**	**(5 633)**	**77**	**(4 192)**	**4 629**
Affectation du résultat N-1			(4 192)		4 192	
Variation des écarts de conversion				5		5
Augmentation de capital	41	7 969				8 010
Réduction de capital						
Résultat de la période N					(4 762)	(4 762)
Paiements en actions			429			429
31/12/2010	**116**	**22 272**	**(9 396)**	**82**	**(4 762)**	**8 312**
Affectation du résultat N-1			(4 762)		4 762	
Variation des écarts de conversion				17		17
Augmentation de capital						
Réduction de capital						
Résultat de la période N					(6 653)	(6 653)
Paiements en actions			58			58
31/12/2011	**116**	**22 272**	**(14 100)**	**99**	**(6 653)**	**1 733**

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE
(en milliers d'euros)

	Note	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERTIONNELLES			
Résultat net consolidé		(6 653)	(4 762)
Elimination des amortissements et provisions		576	621
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	16	58	429
Capacité d'autofinancement		**(6 020)**	**(3 712)**
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		**2 089**	**(2 315)**
Stocks et encours		*136*	*(571)*
Clients et comptes rattachés		*(46)*	*(1 254)*
Autres actifs courants		*1 368*	*(1 127)*
Fournisseurs et comptes rattachés		*746*	*562*
Autres passifs courants		*(116)*	*75*
Flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles		**(3 931)**	**(6 027)**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4 - 5	(652)	(353)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		22	2
Variation des actifs financiers		(94)	9
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement		**(724)**	**(343)**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital			8 010
Avances remboursables et intérêts financiers		412	16
Emission d'un emprunt obligataire		1 923	
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement		**2 335**	**8 026**
Incidences des variations des cours des devises		118	15
Variation de trésorerie		**(2 202)**	**1 671**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	9	3 915	2 244
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	1 712	3 915
Variation de trésorerie		**(2 202)**	**1 671**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 : La société

Créée en 1989, la société EOS Imaging SA développe et commercialise une nouvelle modalité d'imagerie médicale à très faible dose d'irradiation, en 2D et 3D, du corps entier et en particulier du système ostéo-articulaire.

Dans le cadre de son développement à l'international, la société a créé trois filiales :

- EOS Imaging Inc. aux Etats-Unis en juin 2006,
- EOS Image Inc. au Canada en août 2000,
- EOS Imaging Gmbh en Allemagne en mai 2008.

La société s'est introduite sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012.

Note 2 : Arrêté des comptes

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2011 d'EOS Imaging ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 20 avril 2012.

Note 3 : Principes et méthodes comptables

3.1. Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers évalués à leur juste valeur. L'établissement des états financiers selon les principes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants et les informations fournies dans les états financiers. Les résultats réels peuvent s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes et le cas échéant, une analyse de sensibilité peut être mise en œuvre si elle présente un caractère significatif. Le principal poste concerné est celui relatif aux paiements fondés sur des actions (voir note 16).

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants:

- La situation déficitaire historique de la société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années. La société est aujourd'hui entrée dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- La trésorerie dégagée par l'introduction en bourse des actions de la société sur le marché Euronext le 15 février 2012 pour 38 millions d'euros doit permettre à la société de poursuivre son développement jusqu'à la profitabilité.

3.2. Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de la société EOS Imaging sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2011. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont identiques à ceux utilisés pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire au 1er janvier 2011, sans incidence sur les états financiers du groupe :

- l'IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées » ;
- l'amendement à IAS 32 « Instruments financiers : présentation », intitulé « Classement des émissions de droits » ;
- l'amendement à IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal ».
- l'IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres » ;
- les améliorations annuelles des IAS/IFRS (cycle 2008-2010).

Par ailleurs, le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne ou n'étant pas encore d'application obligatoire au 31 décembre 2011 :

- l'amendement à l'IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants » ;
- l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir », intitulé « Transferts d'actifs financiers» ;
- les IFRS 10, 11, 12 et IAS 27 et 28 (2011) : corps de normes relatif à la consolidation ;
- l'IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ».
- l'IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers) ;
- l'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- l'amendement à IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)»;
- l'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies » ;
- l'amendement à IFRS 7 « Informations sur les compensations entre actifs et passifs financiers » ;
- l'amendement à IAS 32 « Compensations entre actifs et passifs financiers ».

La direction prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

3.3. Méthodes de consolidation

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles la société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la société en acquiert le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions et les soldes intragroupe sont éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles de la société.

A la date de publication de ces états financiers consolidés, la société détient trois filiales à 100% : EOS Imaging Inc, EOS Image Inc et EOS Imaging Gmbh. Ainsi, la société présente des comptes consolidés sur l'exercice clos au 31décembre 2011 intégrant les comptes de ses filiales.

3.4. Investissements nets à l'étranger

Les créances détenues auprès des filiales étrangères consolidées pour lesquelles les règlements ne sont pas prévisibles sont considérées comme des investissements nets en devises. A ce titre et conformément à l'IAS21, les gains et pertes de change sur ces créances en monnaies fonctionnelles converties en euros pour la consolidation ont été inscrits en autres éléments du résultat global.

3.5. Immobilisations incorporelles

En application des critères de la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

3.5.1. Frais de recherche et développement

La société développe deux types de produits pour lesquels une nouvelle version est mise régulièrement sur le marché.

Les frais de recherche sont systématiquement comptabilisés en charges.

Selon IAS 38, les frais de développement, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants est satisfait :

(a) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement,

(b) intention de la société d'achever le projet et de le mettre en service,

(c) capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle,

(d) démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,

(e) disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet et

(f) évaluation fiable des dépenses de développement.

En application de cette norme, la société a comptabilisé jusqu' au 1er janvier 2008 l'ensemble de ses dépenses de R&D en charges.

Depuis le 1er janvier 2008, les dépenses relatives au développement des nouvelles fonctionnalités des produits EOS et STEREOS sont inscrites à l'actif. En revanche les coûts de recherche et d'amélioration des fonctionnalités existantes demeurent en charges de l'exercice.

Les coûts de développement portés à l'actif, constitués essentiellement de charges de personnel, sont amortis linéairement :

- sur une durée de 1 à 4 ans, estimée en fonction de la durée de vie moyenne des nouvelles fonctionnalités ;
- sur 3 ans pour les produits STEREOS. Cette durée correspond à la durée de vie moyenne estimée des nouvelles fonctionnalités apportées par chaque nouvelle version mise sur le marché.

3.5.2. Brevets

Les coûts relatifs aux dépôts de brevets en cours de validité, engagés par la société jusqu'à l'obtention de ces derniers, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en raison de la conformité aux critères d'activation énoncés par l'IAS 38. Ils sont amortis linéairement à compter de la première délivrance des brevets sur la durée de protection accordée soit 20 ans.

3.5.3. Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ils sont amortis linéairement sur une période de 1 an.

3.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte de leur durée de vie propre ou de la durée du contrat de location.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Matériel industriel et de laboratoire	4 ans
Installations et agencements	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans

3.7. Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

3.7.1. Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

3.7.2. Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances, et que la société a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

3.7.3. Prêts et Créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales.

Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Les prêts et créances comprennent aussi les dépôts et cautionnements, classés au bilan en immobilisations financières.

3.7.4. Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « fair value »).

3.8. Valeur recouvrable des actifs non courants

Les actifs corporels et incorporels ayant une durée de vie déterminée sont soumis à un test de dépréciation lorsque la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de

l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

3.9. Stocks et encours

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est enregistrée en résultat.
Les stocks sont évalués selon la méthode CUMP.

3.10. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que dans un objectif de placement ou pour d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par des liquidités immédiatement disponibles, des placements à terme immédiatement mobilisables et des titres de placement à court terme. Ils sont évalués selon les catégories IAS 39 auxquelles ils appartiennent.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

3.11. Capital

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission.

3.12. Paiements fondés sur des actions

Depuis sa création, la société a mis en place plusieurs plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres sous la forme d'options de souscription d'actions attribués à des salariés de la société EOS Imaging en France.

La société a appliqué la norme IFRS 2 à l'ensemble des instruments de capitaux propres octroyés, à des salariés depuis 2007.

En application de la norme IFRS 2, le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en charge en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis.

La totalité des options émises étant acquises au moment du départ du salarié, il n'y a pas de période d'acquisition et la juste valeur des plans est comptabilisée en totalité à la date de clôture de l'exercice au cours duquel le plan a été octroyé.

La juste valeur des options de souscription d'actions octroyées aux employés est déterminée par application du modèle Black-Scholes de valorisation d'options comme décrit en note 16.

3.13. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

3.13.1. Passifs financiers au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, sur la base du TIE. Le TIE est le taux qui égalise le flux attendu des sorties de trésorerie futures à la valeur nette comptable actuelle du passif financier afin d'en déduire son coût amorti.

3.13.2. Passifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les passifs à la juste valeur par le compte de résultat sont évalués à leur juste valeur.

3.14. Subventions et avances conditionnées

La société bénéficie d'un certain nombre d'aides, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Le détail de ces aides est fourni en note 12.

Les subventions sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- la société se conformera aux conditions attachées aux subventions et
- les subventions seront reçues.

Un prêt non remboursable sous conditions est traité comme une subvention publique s'il existe une assurance raisonnable que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

Une subvention publique à recevoir soit en compensation de charges ou de pertes déjà encourues, soit à titre de soutien financier immédiat à la société sans coûts futurs liés, est comptabilisée en produits de l'exercice au cours duquel la créance devient acquise.

3.15. Provisions

3.15.1. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance et le montant sont incertains, auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un évènement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée si nécessaire à la date de clôture.

3.15.2. Provision garantie

Les ventes sont assorties d'une période de garantie d'un an ou plus. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts sont basés sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au coût de maintenance des équipements sous garantie, plafonnée à un an de garantie et pour la période restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

3.15.3. Engagement de retraite

Les salariés de la société bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ;

- versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquels sont financés par les cotisations des entreprises et des salariés (régime d'état à cotisations définies).

Pour les régimes à prestations définies, les coûts des prestations de retraite sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.
Selon cette méthode, le coût des retraites est constaté dans le résultat de manière à le répartir uniformément sur la durée de services des employés.
Les engagements de retraite sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés en retenant le taux de marché fondé sur les obligations à long terme des entreprises de première catégorie avec une durée correspondante à celle estimée pour le régime.

La société fait appel à des actuaires pour réaliser une revue annuelle de la valorisation de ces plans.
Les paiements de la société pour les régimes à cotisations définies sont constatés en charges du compte de résultat de la période à laquelle ils sont liés.

Les salariés des filiales ne bénéficient pas d'engagements de retraite.

3.16. Produits des activités ordinaires

3.16.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société résulte de la vente d'équipements d'imagerie médicale et des services associés.

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens vendus dans le cadre habituel des activités de la société. Le chiffre d'affaires figure net de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de produits, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

La société comptabilise des produits lorsque le montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à la société et que les critères spécifiques sont remplis pour l'activité de la société.

Pour les ventes d'équipements, le chiffre d'affaires est constaté lors du transfert de propriété précisé dans chaque contrat, qui selon les cas se situe à l'expédition, à l'installation ou à la livraison.

Une garantie est attachée à chaque vente d'équipement. Seuls les revenus relatifs à la période de garantie excédant un an sont différés pour être reconnus en produits sur la période concernée, la garantie inférieure ou égale à un an n'étant pas vendue séparément.

3.16.2. Autres produits

3.1.14.1 Subventions

Depuis sa création, la société reçoit, en raison de son caractère innovant, un certain nombre d'aides ou subventions de l'Etat ou des collectivités publiques destinées à financer son fonctionnement ou des recrutements spécifiques. Les subventions sont comptabilisées en produits au fur et à mesure de l'engagement des charges associées indépendamment des encaissements.

3.1.14.2 Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'Etat français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.
La société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création. Au cours de l'exercice elle a reçu le remboursement du crédit d'impôt recherche 2010 pour 876 K€ ainsi que le solde du crédit impôt recherche 2007 pour 116 K€. Le crédit d'impôt recherche à recevoir au titre de l'exercice 2011 s'élève à 475 K€. La société a demandé son remboursement au titre du régime des PME communautaire conformément aux textes en vigueur.

Ces financements sont comptabilisés en « Autres produits » sur l'exercice qui a enregistré les charges ou dépenses correspondantes. La part des financements rattachés à des dépenses activées est déduite au bilan des dépenses activées et au compte de résultat des charges d'amortissement de ces dépenses.

3.17. Contrats de location

Le groupe ne détient aucun contrat de location-financement au sens de la norme IAS 17.

Les contrats de location pour lesquels une part significative des risques et avantages est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats de location simple, nets de toute mesure incitative, sont constatés en charges au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

3.18. Impôt sur les bénéfices

Les impôts différés sont constatés selon la conception étendue et selon la méthode du report variable, pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les différences temporaires principales sont liées aux pertes fiscales reportables. Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi à la date de clôture sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables. Compte tenu de son stade de développement qui ne permet pas d'établir des projections de résultat jugées suffisamment fiables, la société ne comptabilise pas les actifs nets d'impôts différés.

3.19. Information sectorielle

La société opère principalement sur la France et en Amérique du Nord.

Les coûts de recherche et développement, les coûts de production, les dépenses réglementaires et l'essentiel des coûts marketing et administratifs sont exposés en France.

A ce stade, ces coûts ne font pas l'objet d'une répartition stricte par zone géographique où les produits de la société sont commercialisés. Par conséquent, la performance de la société est actuellement analysée au niveau consolidé.

Les actifs non courants et le chiffre d'affaires par zone géographique sont respectivement détaillés dans les notes 5 et 14.2.

3.20. Autres éléments du résultat global

Les éléments de produits et de charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres, sont présentés, le cas échéant, dans la rubrique « Autres éléments du résultat global ». Il s'agit des écarts de conversion €/$US et €/$CAD sur la partie de créances intragroupe envers les filiales américaine et canadienne considérée comme de l'investissement net à l'étranger.

3.21. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, auxquels la direction procède dans la mise en œuvre des méthodes comptables décrites ci-avant, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

3.21.1. Valorisation des options de souscription d'actions

L'évaluation de la juste valeur des options de souscription d'actions octroyées à des employés est effectuée sur la base de modèles actuariels. Ces modèles requièrent l'utilisation par la société de certaines hypothèses de calcul telle que la volatilité attendue du titre.

3.21.2. Comptabilisation de l'impôt sur les sociétés

Le Groupe est assujetti à l'impôt sur les bénéfices en France dans le cadre de ses activités.
Les actifs d'impôts différés correspondant principalement aux déficits reportables ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible. Le Groupe doit faire appel à son jugement pour déterminer la probabilité de l'existence d'un bénéfice futur imposable.

Note 4 : Immobilisations incorporelles

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

Immobilisations incorporelles	31 décembre 2010	Augmentations	Reclassements	Diminutions	Variation de taux de change	31 décembre 2011
Frais de développement	797	228				1 026
Logiciels	584	45		(22)	1	608
Brevets	212	41				253
Total brut des immobilisations incorporelles	**1 593**	**315**		**(22)**	**1**	**1 887**
Frais de développement	306	276				583
Logiciels	550	22		(19)	1	553
Brevets	21	6				27
Total amortissements et dépréciations	**877**	**304**		**(19)**	**1**	**1 163**
Total net des immobilisations incorporelles	**716**	**11**		**(3)**		**724**

Les projets dont les coûts de développement ont été activés concernent les équipements EOS et STEREOS.

Il n'y a pas eu de constatation de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

En l'absence d'indices de perte de valeur au 31 décembre 2011, et conformément aux dispositions d'IAS 36, la société n'a pas procédé au test de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles. En effet, le business plan par projet est toujours en phase avec celui défini lors de l'activation des frais.

Note 5 : Immobilisations corporelles

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

Immobilisations corporelles	31 décembre 2010	Augmentations	Reclassements	Diminutions	Variation de taux de change	31 décembre 2011
Agencements et installations	428	159			5	593
Installations et matériels techniques	437	126				564
Matériel de bureau et informatique	375	51		(37)	3	393
Total brut des immobilisations corporelles	**1 241**	**337**		**(37)**	**8**	**1 549**
Agencements et installations	240	60			4	303
Installations et matériels techniques	343	49				391
Matériel de bureau et informatique	284	40		(18)	2	308
Total amortissements et dépréciations	**866**	**148**		**(18)**	**6**	**1 003**
Total net des immobilisations corporelles	**375**	**188**		**(19)**	**2**	**546**

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes par secteur géographique se présentent comme suit :

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes (en milliers d'euros)	**Exercice clos le 31 décembre 2011**	**2010**
France	1 222	1 017
Amérique du Nord	44	68
Reste du monde	4	5
Total immobilisations incorporelles et corporelles nettes	**1 270**	**1 090**

Note 6 : Actifs financiers et autres actifs

Les actifs financiers non-courants sont composés de dépôts de garantie versés dans le cadre des contrats de location simple pour 54 K€ et du contrat d'affacturage avec BNP Paribas Factor à hauteur de 100 K€.

Note 7 : Stocks et encours

Stocks et en-cours	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Stocks et en cours de produits finis	1 291	1 424
Dépréciation		
Total net des stocks et en-cours	**1 291**	**1 424**

Note 8 : Créances clients et autres actifs courants

8.1. Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Clients et comptes rattachés	2 945	2 864
Dépréciation des clients et comptes rattachés	(127)	(107)
Total net des clients et comptes rattachés	**2 819**	**2 756**

Toutes les créances clients non dépréciées ont une échéance à moins d'un an.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 aucun client n'a représenté individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

8.2. Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

Autres actifs courants	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Personnel et comptes rattachés		10
Crédit d'impôt recherche	512	1 490
Taxe sur la valeur ajoutée	221	268
Charges constatés d'avance	443	121
Subventions à recevoir	383	1 101
Autres créances	125	63
Total des autres actifs courants	**1 685**	**3 053**

Les charges constatées d'avances correspondent essentiellement aux frais engagés pour l'introduction en bourse ainsi que comme pour l'exercice précédent à des loyers, des primes d'assurance et des frais de publicité.

8.3. Crédit d'impôt recherche

L'évolution du crédit d'impôt recherche se présente comme suit :

Bilan créance clôture 31-12-2010	1 490
Produit	482
Paiements	(992)
Fianacement CIR par OSEO	(464)
Variation de change	(4)
Bilan créance clôture 31-12-2011	512

Note 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Dépôts bancaires à court terme	1 644	1 298
SICAV monétaires	69	2 616
Total	**1 712**	**3 915**

Les SICAV détenues par la société sont des SICAV monétaires présentant un risque limité (cf. note 23).

Note 10 : Capital

10.1. Capital émis

Le capital social est fixé à la somme de 116.036 euros. Il est divisé en 11 603 559 actions entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 €.

Ce nombre s'entend hors options de souscription octroyés aux salariés et se décompose de la façon suivante :

- ✓ 2 529 995 actions ordinaires
- ✓ 6 179 179 actions de préférence E
- ✓ 2 532 679 actions de préférence D1
- ✓ 361 716 actions de préférence D2

Les actions de préférence sont créées de façon permanente pour toute la durée de la société. Elles peuvent à tout moment au gré du porteur être converties en actions ordinaires à raison d'une action de préférence pour une action ordinaire.
Elles bénéficient de droits supplémentaires par rapport aux actions ordinaires, principalement des droits financiers renforcés, des droits préférentiels en cas de vente, fusion, ou liquidation de la société. Les actions de préférence D1 bénéficient de plus du droit de désigner cinq administrateurs les représentant au conseil d'administration de la société.

A l'occasion de l'introduction en bourse en février 2012, l'ensemble des actions de préférences a été converties en actions ordinaires.

Le tableau ci-après présente l'historique du capital de la société depuis sa création :

Date	Opération	Capital	Prime d'émission	Nombre d'actions composant le capital	Catégorie d'action
	Création	76 225		76 500	Ordinaire
29/05/1998	Augmentation de capital (catégorie A)	381 123		382 500	Ordinaire
30/03/1999	Augmentation de capital (catégorie A)	374 265	998 155	375 615	Ordinaire
11/06/2001	Augmentation de capital par incorporation de réserves	3 002			
23/11/2005	Augmentation de capital (catégorie C)	1 036 239	3 481 763	1 036 239	Ordinaire
23/11/2005	Frais d'augmentation de capital		(360 710)		
15/02/2007	Conversion BSA (catégorie C)	575 909	2 436 095	575 909	Ordinaire
19/03/2007	Elévation de la valeur nominale de 1 à 2,23 euros		(6 555 303)		
13/12/2007	Réduction de la valeur nominale de 1 à 0,65 euros	(856 367)			
13/12/2007	Augmentation de capital	477 274	4 772 736	734 267	D1
13/12/2007	Augmentation de capital	160 361	1 339 630	246 709	D2
13/12/2007	Frais d'augmentation de capital		(413 669)		
20/12/2007	Augmentation de capital par émission d'actions gratuites	54 101	(54 101)	83 232	Ordinaire
	Total au 31 décembre 2007	**2 282 131**	**5 644 596**	**3 510 971**	
27/06/2008	Augmentation de capital	477 272	4 772 716	734 264	D1
27/06/2008	Frais d'augmentation de capital		(206 383)		
	Total au 31 décembre 2008	**2 759 403**	**10 210 929**	**4 245 235**	
12/02/2009	Réduction du capital par réduction du nominal	(2 716 950)			
12/02/2009	Regroupement des actions ordinaires (A et B)				
12/02/2009	Conversion des actions de préférence C				
12/02/2009	Augmentation de capital	20 725	4 124 275	2 072 500	E
03/03/2009	Augmentation de capital	6 588		658 756	D1
03/03/2009	Augmentation de capital	1 107		110 732	D2
03/03/2009	Frais d'augmentation de capital		(32 372)		
12/05/2009	Augmentation de capital	4 054		405 392	D1
12/05/2009	Augmentation de capital	43		4 275	D2
	Total au 31 décembre 2009	**74 969**	**14 302 832**	**7 496 890**	
09/04/2010	Augmentation de capital	41 067	8 172 271	4 106 669	E
09/04/2010	Frais d'augmentation de capital		(203 575)		
	Total au 31 décembre 2010	**116 036**	**22 271 528**	**11 603 559**	
	Total au 31 décembre 2011	**116 036**	**22 271 528**	**11 603 559**	

10.2. Options de souscription d'actions

La société a émis les plans d'options suivants :

Type	Date d'octroi	Prix d'exercice	En cours au 31.12.2011
SO 2009	07/07/2009	1,00 €	496 139
SO 2010	06/07/2010	1,00 €	323 500
SO 2010	20/05/2011	1,00 €	51 500
			871 139

L'incidence sur l'état du résultat global des paiements fondés sur des actions est présentée en note 16.

Note 11 : Provisions

11.1. Engagement des indemnités de fin de carrière

	31 décembre 2010	Dotations	Reprises	31 décembre 2011
Indemnités de départ à la retraite	63	32		95
Total	**63**	**32**		**95**

Les hypothèses retenues pour la détermination des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Date d'évaluation	**31/12/2010**	**31/12/2011**
Modalités de départ à la retraite	*Pour l'ensemble des salariés* : départ volontaire à 65 ans	*Pour l'ensemble des salariés* : départ volontaire à 65 ans
Taux de charges sociales	52 %	52 %
Taux d'actualisation	4,68 %	4,30 %
Tables de mortalité	INSEE TH / TF 2004 – 2006	INSEE TH / TF 2004 - 2006
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3%
Taux de rotation	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge

Les droits accordés aux salariés de la société en France sont définis par les conventions collectives suivantes :

- Accords Nationaux de la Métallurgie (cadres et non-cadres)
- Accord régional de la Métallurgie : région parisienne (non-cadres uniquement).

Note 12 : Passifs financiers non courants

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation Stratégique Industrielle, la société bénéficie d'une avance remboursable accordée par OSEO en juillet 2009, d'un montant maximum de 1.275 K€.

Au 31 décembre 2011, les versements réalisés s'élèvent à 680 K€.

Les remboursements seront effectués en fonction des résultats d'exploitation de la société, à savoir 0,5% du chiffre d'affaires réalisé sur la vente des produits issus du projet, à compter de l'année suivant l'atteinte d'un chiffre d'affaires cumulé de 30 M€, puis de 0,75% dès l'atteinte d'un chiffre d'affaire cumulé de 50 M€. L'avance sera considérée comme intégralement remboursée lorsque le total des versements effectués actualisé au taux de 4,47% atteindra le montant total actualisé au même taux de l'aide versée.

En conséquence cette avance figure en dettes au bilan pour 721 K€.

Note 13 : Passifs financiers et autres passifs courants, dettes fournisseurs

13.1. Passifs financiers

Passifs financiers	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Emprunt obligataire	1 923	
Total	**1 923**	

L'assemblée du 2 décembre 2011 a délégué au conseil d'administration la compétence de procéder à l'émission en une ou plusieurs fois d'un nombre maximum de 1.200.000 obligations convertibles en actions de préférence de catégorie E ou en actions ordinaires pour un prix unitaire de 2 euros à libérer intégralement en numéraire.

Le conseil d'administration a fait usage de la délégation lors de sa séance du 2 décembre 2011 et a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1 915 866 euros réalisé par l'émission de 957.933 euros obligations, qui, selon le cas, seront :

- converties en actions de préférence de catégorie E ;
- converties en actions ordinaires à l'occasion d'une introduction en bourse avant le 31 décembre 2012 ;
- remboursées dans l'hypothèse d'un tour de financement avant le 31 décembre 2012.

(se référer à la note 25 du présent document, page 34, « Evénements postérieurs à la clôture »).

Les obligations convertibles sont productrices d'intérêts au taux annuel de 5%.

13.2. Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 441	1 637
Total	**2 441**	**1 637**

Aucune actualisation n'a été pratiquée sur ce poste dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'antériorité supérieure à un an à la fin de chaque période concernée.

13.3. Autres passifs courants

13.3.1. Provisions à moins d'un an

	31 décembre 2010	Dotations	Reprises	31 décembre 2011
Garanties données aux clients	221	97		318
Autres provisions pour risques et charges	5		(5)	
Total	**226**	**97**	**(5)**	**318**

L'augmentation de la provision pour garantie en 2011 est liée à la réévaluation des coûts de maintenance des équipements sous garantie, ainsi qu'au nombre d'équipements sous garantie, compte tenu des équipements vendus au cours de l'exercice.

13.3.2. Autres passifs courants

Autres passifs courants	**Exercice clos le 31 décembre**	
(en milliers d'euros)	**2011**	**2010**
Dettes fiscales	170	133
Dettes sociales	1 074	897
Financement du CIR par OSEO		464
Autres dettes	283	207
Produits constatés d'avance	172	48
Total des autres passifs courants	**1 699**	**1 750**

Les autres dettes correspondent principalement à des redevances à payer au titre de 2011 pour 200K€.

Les dettes sociales sont relatives aux charges sociales et congés à payer.

13.4. Instruments financiers inscrits au bilan et effet résultat

Exercice clos le 31 décembre 2010	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dette au coût amorti	Instruments non financiers
Actifs financiers non courants	154		154		
Clients et comptes rattachés	2 819		2 819		
Autres actifs courants	1 685				1 685
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 712	1 712			
Total actif	**6 370**	**1 712**	**2 972**	**-**	**1 685**
Passifs financiers à long terme	721			721	
Passifs financiers à court terme	1 923			1 923	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 441			2 441	
Autres passifs courants	2 017				2 017
Total passif	**7 103**	**-**	**-**	**5 085**	**2 017**

Juste valeur par résultat (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Pertes sur équivalents de trésorerie	(15)	(11)
Revenus sur équivalents de trésorerie	15	8
Total juste valeur par résultat		**(3)**

Note 14 : Produits des activités ordinaires

14.1. Chiffres d'affaires et autres produits

Chiffre d'affaires et autres produits (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Ventes d'équipements	6 266	4 323
Ventes de services	678	550
Chiffre d'affaires	**6 944**	**4 873**
Subventions	170	1 231
Crédit d'impôt recherche	477	876
Total des produits des activités ordinaires	**7 591**	**6 980**

14.2. Chiffre d'affaires par zone géographique

Chiffre d'affaires par zone géographique (en milliers d'euros)	2011	2010
France	3 097	1 378
Amérique du nord	2 018	1 912
Europe	822	1 183
Reste du monde	1 007	400
Total chiffre d'affaires par zone géographique	**6 944**	**4 873**

Note 15 : Charges de personnel

Charges du personnel (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Salaires	3 558	2 977
Charges sociales	1 657	1 415
Engagements de retraite	32	29
Paiements en actions	58	429
Total charges du personnel	**5 304**	**4 850**
Effectifs	**54**	**47**

Les éléments présentés ci-dessus ne prennent pas en compte l'activation des frais de développement au titre d'IAS 38 (voir note 3.4.1).

Note 16 : Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions concernent les options attribuées à des salariés. L'acquisition des options n'est pas assortie de conditions de performance.

Les options sont consenties pour une durée de 10 ans à compter de leur date d'attribution et ne peuvent être levées qu'aux conditions suivantes :

- à hauteur de 25% des options consenties à partir de la date d'attribution ;
- à hauteur de 25% des options consenties à chaque date d'anniversaire suivant l'attribution.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements fondés sur des actions par application du modèle Black-Scholes de valorisation des options ont été les suivantes :

- Maturité attendue : 7 ans
- Taux de dividendes : nul
- Volatilité correspondant à la moyenne des volatilités historiques d'un panel de sociétés cotées comparables :

	SO 2007	SO 2009 (a)	SO 2009 (b)	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)
Volatilité	39,93%	40,57%	41,62%	35,13%	38,06%

- Taux d'intérêt sans risque qui correspondent aux taux des emprunts de l'état aux dates d'octroi :

	SO 2007	SO 2009 (a)	SO 2009 (b)	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)
Taux sans risque	4,60%	2,68%	3,14%	2,43%	3,11%

Les prix d'exercice, durée de vie estimée et juste valeur des actions sous-jacentes à la date d'attribution des bons ont été utilisées pour la valorisation de chaque catégorie de rémunérations en actions :

Type	Juste valeur option	Nombre d'actions octroyées	Juste valeur plan (en milliers d'euros)
SO 2007	5,26 €	255 900	1 345
SO 2009 (a)	0,47 €	395 845	487
SO 2009 (b)	1,49 €	200 657	299
SO 2010 (a)	1,04 €	413 500	429
SO 2010 (b)	1,09 €	53 000	58
Total			**2 618**

En cas de départ de la société avant leur date de levée, les options deviennent acquises et exerçables. Il n'y a donc pas de période d'acquisition et la juste valeur du plan est comptabilisée immédiatement et en totalité à la date de clôture de l'exercice au cours duquel le plan a été octroyé :

(en milliers d'euros)	SO 2007	SO 2009 (a)	SO 2009 (b)	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	Total
31/12/2007	1 345					1 345
31/12/2009		487	299			786
31/12/2010				429	58	487
Total	**1 345**	**487**	**299**	**429**	**58**	**2 618**

L'information détaillée sur le nombre d'options par catégories et les prix d'exercice est présentée en note 10.2.

Note 17 : Détail des charges par fonction

17.1. Coûts indirects de production et de service

Coûts indirects de production et service	Exercice clos le 31 décembre	
(en milliers d'euros)	**2 011**	**2 010**
Achats et sous-traitance	596	272
Frais de déplacement	405	241
Charges de personnel	628	551
Total des coûts indirects de production et service	**1 629**	**1 063**

Les coûts indirects de production se composent des salaires ou du coût de sous-traitance des fonctions n'intervenant pas directement dans le processus de production ou de maintenance (gestion des achats, de la planification et du contrôle qualité), ainsi que des frais de déplacement et des achats externes.

L'augmentation de 53% sur l'exercice s'explique essentiellement par la progression du nombre d'équipement installés.

17.2. Recherche et développement

Recherche et développement (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Achats et sous-traitance	321	465
Frais de déplacement	40	33
Charges de personnel	1 574	1 193
Amortissements et provisions	(20)	385
Total recherche et développement	**1 915**	**2 076**

La société a poursuivi sur l'exercice 2011, ses activités de recherche orientées vers de nouvelles fonctionnalités d'EOS et de SterEOS.

Les dépenses de recherche et développement comptabilisées sur l'exercice se composent essentiellement des salaires de l'équipe R&D, dont la composante de frais de développement est inscrite à l'actif.

La charge d'amortissement de ces frais de développement activés est présentée sur la ligne amortissements et provisions.

17.3. Ventes et marketing

Ventes et marketing (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Achats et sous-traitance	654	300
Etudes	208	69
Foires et expositions	204	296
Frais de déplacement	394	333
Charges de personnel	1 782	1 454
Total ventes et marketing	**3 243**	**2 452**

Les dépenses de ventes et marketing ont progressé de 33% par rapport l'exercice précédent.

Cette évolution résultat de la hausse des commissions sur ventes qui ont progressé de 42% sur la période, ainsi qu'à la poursuite du développement des actions marketing engagées afin d'améliorer la visibilité de la société sur ses marchés.

17.4. Réglementaire

Réglementaire (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Achats et sous-traitance	48	69
Frais de déplacement	11	4
Charges de personnel	201	133
Total réglementaire	**260**	**206**

Les dépenses réglementaires ont progressé de 26% sur l'exercice, en raison du renforcement de l'équipe qualité

17.5. Coûts administratifs

Coûts administratifs (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Achats et sous-traitance	383	348
Loyers	189	188
Banques et assurances	76	64
Honoraires	499	528
Impôts et taxes	101	79
Frais de déplacement	44	48
Charges de personnel	554	544
Amortissements et dépréciations	270	198
Total coûts administratifs	**2 117**	**1 997**

Les coûts administratifs ont progressé de 6% sur l'exercice 2011.

Note 18 : Produits et charges financiers

Produits et charges financiers (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Pertes sur équivalents de trésorerie	(15)	(11)
Charges d'interets	(17)	(16)
Différence de change	(46)	(39)
Total des charges financières	**(78)**	**(65)**
Revenus sur équivalents de trésorerie	15	8
Produits d'interets		
Différence de change	27	71
Total des produits financiers	**41**	**79**
Total des produits et charges financiers	**(37)**	**14**

Note 19 : Charge d'impôt

Selon la législation en vigueur, la société dispose des déficits fiscaux suivants :

- indéfiniment reportables en France pour un montant total de 27 946K€.
- reportables sur 20 ans aux Etats-Unis pour un montant de 7 753KUS$, soit un total de 5 726K€ au 31 décembre 2011.
- reportables entre 2014 et 2030 au Canada pour un montant de 1 180KCA$, soit un total de 893K€ au 31 décembre 2011.

La base active d'imposition différée nette des différences temporaires passives n'a pas été activée par prudence, en application des principes décrits en note 3.17.

Le taux d'impôt applicable à la société est le taux en vigueur en France, soit 33,33%.

	2011	2010
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	(6 653)	(4 762)
Charge d'impôt effective		
Résultat net consolidé avant impôt, écarts d'acquisition et minoritaires	**(6 653)**	**(4 762)**
Taux d'impôt théorique	***33,33%***	***33,33%***
Charge d'impôt théorique	(2 218)	(1 587)
Décalages d'imposition :		
- Paiements en actions	19	143
- Autres produits non imposables (CIR)	(161)	(290)
- Autres différences permanentes	3	3
- Pertes fiscales non activéees et différences temporelles	2 356	1 732
Charge d'impôt effective	-	-
Taux d'impôt effectif	***0%***	***0%***

Note 20 : Engagements

20.1. Obligations au titre des contrats de location simple

Pour son siège social, la société a un contrat de location. Les baux immobiliers sont consentis pour une durée de neuf années entières et consécutives avec la possibilité pour la société de donner congé des baux tous les trois ans uniquement.

Le montant des loyers et charges futurs s'analyse comme suit au 31 décembre 2011 :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	Paiements dus par période			
	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans	Total
Contrats de location simple	186	232	-	418

Le montant des loyers comptabilisé en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'élève à 184 K€.

Note 21 : Relations avec les parties liées

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du conseil d'administration et du comité de direction de la société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Rémunérations et avantages en nature	931	867
Paiements en actions	33	276
Honoraires de conseil	114	72
Total	**1 078**	**1 215**

Les modalités d'évaluation des paiements fondés sur des actions sont présentées en note 16.

Note 22 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et de préférence en circulation au cours de l'exercice.

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2011	2010
Résultat net (en milliers d'euros)	(6 653)	(4 762)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	11 603 559	10 576 892
Résultat net par action (en euros)	**(0,63)**	**(0,45)**
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles	18 793 603	16 390 283

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'actions) sont considérés comme antidilutifs car ils induisent une réduction de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Note 23 : Gestion des risques financiers

Les principaux instruments financiers de la société sont constitués de trésorerie. L'objectif de la gestion de ces instruments est de permettre le financement des activités de la société. La politique de la société est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. La société n'utilise pas d'instrument financier dérivé.

Les risques principaux auxquels la société est exposée sont le risque de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de crédit.

23.1. Risque de liquidité

Cf. note 3.9

23.2. Risque de change

Les filiales ont pour objet la distribution et la commercialisation des produits du groupe aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne. Dans ce cadre, elles sont financées intégralement par la maison mère avec laquelle elles ont mis en place des conventions de services et de comptes courants.

Les principaux risques de change opérationnels du groupe concernent la conversion des comptes en US$ de EOS Imaging Inc. et en CAN$ de EOS Image Inc. La société est ainsi exposée à la variation du taux de change € / US$ et € / CAN$, par l'intermédiaire de ces filiales.

L'effet d'une variation des taux de change au 31 décembre 2011 impacte de la même façon le résultat et les capitaux propres de la société, comme suit :

- une appréciation de l'euro de 10% par rapport aux dollars canadien et américain générerait une dégradation du résultat de 82 K€ ;
- une dépréciation de l'euro de 10% par rapport aux dollars canadien et américain générerait une amélioration dégradation du résultat de 82 K€.

La société n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. En revanche, la société ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne la contraigne à une plus grande exposition au risque de change. La société envisagera alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

23.3. Risque de crédit

La société exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible. La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les instruments financiers courants détenus par la société (essentiellement des SICAV monétaires). Au 31 décembre 2011, les disponibilités et valeurs mobilières de placement détenues par la société étaient essentiellement placées dans des produits ayant une maturité inférieure à 12 mois.

Par ailleurs, le risque de crédit lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif en regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Enfin le risque de crédit lié aux clients est limité car les clients sont des entités publiques.

23.4. Risque de taux d'intérêt

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt concerne principalement les équivalents de trésorerie et les titres de placement. Ceux-ci sont composés de SICAV monétaires. Les variations de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le taux de rémunération de ces placements et les flux de trésorerie générés.

Au 31 décembre 2011, les dettes financières de la société ne sont pas soumises au risque de taux d'intérêt car il s'agit d'une avance remboursable à taux fixe détaillé en note 12.

A ce jour, la société n'a pas contracté d'emprunts auprès d'établissements de crédit et n'est donc que très faiblement exposée au risque de taux d'intérêt.

23.5. Juste valeur

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif, tels que les titres disponibles à la vente, est fondée sur le prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des créances et dettes courantes est présumée avoisiner la juste valeur de ces éléments.

Note 24 : Honoraires des commissaires aux comptes

Tableau récapitulatif des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice.

Montant HT en milliers d'euros	Ernst & Young	Lydia Bourgeois
Audit		
Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés		
- Eos Imaging SA	46	22
- Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH)	15	5
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes		
- Eos Imaging SA	27	
- Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH)		
Sous Total	**88**	**27**
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
Juridique, social, fiscal		
Autres		
Sous Total		
Total	**88**	**27**

Note 25 : Evénements postérieurs à la clôture

La société s'est introduite sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012.

Par conséquent, les 957 933 obligations convertibles émises le 2 décembre 2012 ont été converties à cette date en 278 874 actions ordinaires de la société valorisées au prix de l'introduction en bourse, soit à 6,87€ par action.

COMPTES SOCIAUX

ETABLIS AU 31 DECEMBRE 2011

EOS IMAGING

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2011 au 31/12/2011

Présenté en Euros

Edité le 19/04/2012

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	1 150 731	980 447	170 283	2,61	173 820	1,73
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	29 549		29 549	0,45	14 325	0,14
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	563 504	391 369	172 135	2,64	94 682	0,94
Autres immobilisations corporelles	778 116	452 401	325 715	5,00	209 579	2,09
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	25 072	25 072				
Créances rattachées à des participations	7 788 079	7 788 079				
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	153 568		153 568	2,36	52 935	0,53
TOTAL (I)	***10 488 619***	***9 637 368***	***851 251***	13,06	***545 342***	5,43
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	1 201 337		1 201 337	18,44	1 349 375	13,43
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	476		476	0,01	50 950	0,51
Clients et comptes rattachés	1 753 139		1 753 139	26,90	1 827 302	18,18
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	621		621	0,01	2 363	0,02
. Organismes sociaux	8 271		8 271	0,13	7 173	0,07
. Etat, impôts sur les bénéfices	475 627		475 627	7,30	1 455 881	14,49
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	221 367		221 367	3,40	268 135	2,67
. Autres	1 665 932	1 166 599	499 333	7,66	1 111 076	11,05
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	68 601		68 601	1,05	2 616 274	26,03
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 008 819		1 008 819	15,48	697 170	6,94
Charges constatées d'avance	427 329		427 329	6,56	114 668	1,14
TOTAL (II)	***6 831 518***	***1 166 599***	***5 664 920***	86,94	***9 500 368***	94,52
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)					5 138	0,05
TOTAL ACTIF (0 à V)	***17 320 137***	***10 803 966***	***6 516 171***	100,00	***10 050 847***	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2011 au 31/12/2011

Présenté en Euros

Edité le 19/04/2012

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé :)	**116 036**	1,78	**116 036**	1,15
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	22 271 527	341,79	22 271 527	221,59
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	20 557	0,32	20 557	0,20
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-15 957 902	-244,89	-10 716 616	-106,61
Résultat de l'exercice	***-7 227 813***	-110,91	***-5 241 286***	-52,14
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL(I)	***-777 595***	-11,92	***6 450 218***	64,18
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées	679 383	10,43	285 000	2,84
TOTAL(II)	***679 383***	10,43	***285 000***	2,84
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	318 000	4,88	226 150	2,25
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	***318 000***	4,88	***226 150***	2,25
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles	1 915 866	29,40		
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires				
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	7 611	0,12		
. Associés	25 652	0,39	25 652	0,26
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 331 936	35,79	1 479 883	14,72
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	535 525	8,22	448 751	4,46
. Organismes sociaux	493 352	7,57	436 452	4,34
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	15 553	0,24	10 663	0,11
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	91 692	1,41	71 967	0,72
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	200 291	3,07	610 128	6,07
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	56 949	0,87	5 949	0,06
TOTAL(IV)	***5 674 427***	87,08	***3 089 445***	30,74
Ecart de conversion passif (V)	621 956	9,54	34	0,00
TOTAL PASSIF (I à V)	***6 516 171***	100,00	***10 050 847***	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2011 au 31/12/2011 — Présenté en Euros — Edité le 19/04/2012

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens	3 104 267	2 703 266	5 807 533	90,30	4 169 679	90,11	1 637 854	39,28
Production vendue services	430 064	193 960	624 024	9,70	457 530	9,89	166 494	36,39
Chiffres d'Affaires Nets	**3 534 332**	**2 897 226**	**6 431 557**	100,00	**4 627 209**	100,00	**1 804 348**	38,99
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			190 269	2,96	1 377 838	29,78	-1 187 569	-86,18
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			33 370	0,52	64 508	1,39	-31 138	-48,26
Autres produits			74 143	1,15	70 771	1,53	3 372	4,76
Total des produits d'exploitation (I)			***6 729 340***	104,63	***6 140 326***	132,70	***589 014***	9,59
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements			3 974 572	61,80	3 213 621	69,45	760 951	23,68
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			148 039	2,30	-536 689	-11,59	684 728	127,58
Autres achats et charges externes			3 613 789	56,19	2 815 253	60,84	798 536	28,36
Impôts, taxes et versements assimilés			101 338	1,58	79 183	1,71	22 155	27,98
Salaires et traitements			3 126 926	48,62	2 656 390	57,41	470 536	17,71
Charges sociales			1 541 615	23,97	1 321 829	28,57	219 786	16,63
Dotations aux amortissements sur immobilisations			201 069	3,13	226 869	4,90	-25 800	-11,36
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant								
Dotations aux provisions pour risques et charges			96 988	1,51	185 012	4,00	-88 024	-47,57
Autres charges			127 443	1,98	186 334	4,03	-58 891	-31,60
Total des charges d'exploitation (II)			***12 931 778***	201,07	***10 147 803***	219,31	***2 783 975***	27,43
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**-6 202 439**	-96,43	**-4 007 477**	-86,60	**-2 194 962**	-54,76
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations			95 956	1,49	77 245	1,67	18 711	24,22
Produits des autres valeurs mobilières et créances								
Autres intérêts et produits assimilés			14 668	0,23	8 164	0,18	6 504	79,67
Reprises sur provisions et transferts de charges			870 106	13,53	5 000	0,11	865 106	N/S
Différences positives de change			952	0,01	3 162	0,07	-2 210	-69,88
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (V)			***981 681***	15,26	***93 571***	2,02	***888 110***	949,13
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 421 342	37,65	2 142 818	46,31	278 524	13,00
Intérêts et charges assimilées			16 300	0,25	10 667	0,23	5 633	52,81
Différences négatives de change			45 380	0,71	26 445	0,57	18 935	71,60
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
Total des charges financières (VI)			***2 483 022***	38,61	***2 179 930***	47,11	***303 092***	13,90
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			**-1 501 341**	-23,33	**-2 086 359**	-45,08	**585 018**	28,04
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			**-7 703 779**	-119,77	**-6 093 836**	-131,69	**-1 609 943**	-26,41

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2011 au 31/12/2011 — Présenté en Euros — Edité le 19/04/2012

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2011 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2010 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	180	0,00	335	0,01	-155	-46,26
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 283	0,07	18 208	0,39	-13 925	-76,47
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***4 463***	0,07	***18 543***	0,40	***-14 080***	-75,92
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-4 463**	-0,06	**-18 543**	-0,39	**14 080**	75,93
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-480 430	-7,46	-871 093	-18,82	390 663	44,85
Total des Produits (I+III+V+VII)	***7 711 021***	119,89	***6 233 897***	134,72	***1 477 124***	23,70
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	***14 938 834***	232,27	***11 475 183***	247,99	***3 463 651***	30,18
RÉSULTAT NET	**-7 227 813** *Perte*	-112,37	**-5 241 286** *Perte*	-113,26	**-1 986 527**	-37,89
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2011 est de 6 516 171 euros, le compte de résultat de l'exercice présente un résultat de -7 227 812,59 euros.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2010 au 31/12/2010.

I. METHODE ET REGLES D'EVALUATION

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants:

- La situation déficitaire historique de la société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années. La société est aujourd'hui entrée dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- La trésorerie dégagée par l'introduction en bourse des actions de la société sur le marché Euronext le 15 février 2012 pour 38 millions d'euros doit permettre à la société de poursuivre son développement jusqu'à la profitabilité.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue:

Logiciels informatiques et de production	1an
Matériel industriel et matériel de laboratoire	4 ans
Concessions, brevets licences	5 ans
Installations et agencements	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	5 ans

Variation des Immobilisations brutes (€):

Actif immobilisé	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	1 092 210	88 069		1 180 279
TOTAL IMMO INCORPORELLES	**1 092 210**	**88 069**	**-**	**1 180 279**
Matériels de bureau et informatique	274 226	45 940		320 166
Installations techniques	437 337	126 167		563 504
Installations générales et agencements	311 781	146 169		457 950
TOTAL IMMO CORPORELLES	**1 023 344**	**318 276**	**-**	**1 341 620**
Autres participations	7 423 377	389 774		7 813 151
Prêts et autres immobilisations financières	52 935	100 633		153 568
TOTAL IMMO FINANCIERES	**7 476 312**	**490 407**	**-**	**7 966 719**
TOTAL GENERAL	**9 591 866**	**896 752**	**-**	**10 488 619**

Etat des amortissements (€)

Amortissements	Valeur en début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	904 065	76 382		980 447
TOTAL IMMO INCORPORELLES	**904 065**	**76 382**	**-**	**980 447**
Matériels de bureau et informatique	208 679	38 987		247 666
Installations techniques	342 655	48 714		391 369
Installations générales et agencements	167 748	36 986		204 734
TOTAL IMMO CORPORELLES	**719 082**	**124 687**	**-**	**843 769**
Autres participations Prêts et autres immobilisations financières	7 423 377	725 274	335 500	7 813 151
TOTAL IMMO FINANCIERES	**7 423 377**	**725 274**	**335 500**	**7 813 151**
TOTAL GENERAL	**9 046 524**	**926 343**	**335 500**	**9 637 368**

III. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Au 31 décembre 2011, les immobilisations financières sont constituées principalement de créances rattachées aux participations dans les trois filiales de la société EOS IMAGING SA, EOS IMAGE Inc au Canada, EOS IMAGING Inc aux USA, EOS IMAGING GmbH en Allemagne, et de dépôts et cautionnements.

Les créances rattachées à des participations ont été intégralement dépréciées.

A compter de l'année 2011, il a été décidé de constater un écart de conversion sur les créances rattachées aux participations considérant que la créance présente au bilan était remboursable en devises.

Les variations du poste « autres participations » sont liées à :

1. La constatation de la variation des créances rattachées aux participations sur les trois filiales de la société, et décomposée comme suit :
- EOS IMAGING ALLEMAGNE : augmentation de 55 166 euros
- EOS IMAGING CANADA : diminution de 335 500 euros
- EOS IMAGING USA : augmentation de 670 108 euros.

2. Les dépôts et cautionnements, dont le montant a été réévalué à hauteur de 633 euros.

3. Les immobilisations financières, qui correspondent à la constitution d'un fonds de garantie de 100 000 euros lié à un contrat de factoring.

Détails des immobilisations financières (€) :

Immobilisations financières	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres EOS Image Inc Canada	72			72
Titres EOS Imaging Inc USA	1			1
Titres EOS Imaging GmbH Allemagne	25 000			25 000
Dépôts et cautionnements	52 935	633		53 568
Créances sur Participation EOS Image Inc Canada	1 494 872		335 500	1 159 372
Créances sur Participation EOS Imaging GMBH	30 661	55 166		85 828
Créances sur Participation EOS Imaging Inc USA	5 872 771	670 109		6 542 880
Fonds de garantie		100 000		100 000
TOTAL	**7 476 312**	**825 908**	**335 500**	**7 966 719**

POSTES	A la clôture	Ech - 1 an	Ech + 1 an
Dépôts et cautionnements Prêts	53 568		53 568
Totaux	**53 568**		**53 568**

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres EOS Image Inc Canada	72			72
Titres EOS Imaging Inc USA	1			1
Titres EOS Imaging GmbH Allemagne	25 000			25 000
Créances / participationsEOS Imaging Inc USA	5 872 771	670 109	-	6 542 880
Créances / participations EOS Image Inc Canada	1 494 872	-	335 500	1 159 372
Créances / participations EOS Imaging GmbH Allemagne	30 661	55 166	-	85 828
TOTAL	**7 423 377**	**725 275**	**335 500**	**7 813 151**

Les titres EOS IMAGING CANADA figurent à l'actif pour une valeur de 71,61 euros. (100 CAD)

Les titres EOS IMAGING USA figurent à l'actif pour une valeur de 0,8 euros. (1 USD)

Les titres EOS Imaging GmbH Allemagne figurent à l'actif pour une valeur de 25 000 euros.

Les créances attachées aux participations des trois filiales, EOS IMAGING Canada, EOS IMAGING USA, EOS IMAGING ALLEMAGNE ont été intégralement dépréciées.

A compter de l'année 2011, il a été décidé de constater un écart de conversion sur les créances rattachées aux participations considérant que la créance présente au bilan était remboursable en devises.

IV. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Au 31 décembre 2011, les stocks sont composés de composants, d'en cours de production, et d'équipements EOS pour une valeur de 1 201 K€.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

V. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des créances :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	8 954 677		8 954 677
Autres immobilisations financières	153 568		153 568
Autres créances clients	1 753 139	1 753 139	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 271	8 271	
Personnel et comptes rattachés	621	621	
Etat et autres collectivités publiques :		-	
- Impôts sur les bénéfices (dont C.I.R.)	475 627	475 627	
- T.V.A	221 367	221 367	
Débiteurs divers	499 333	499 333	
Charges constatées d'avance	427 329	427 329	
TOTAL GENERAL	**12 493 932**	**3 385 687**	**9 108 246**

Le montant de 499 K€ figurant dans les débiteurs divers correspond aux créances rattachées aux subventions pour un montant de 359 K€ et à des avoirs à recevoir pour 108 K€.

Créances d'impôt :

Comme pour les exercices précédents, la société a consacré une partie significative de ses coûts à la Recherche.
En conséquence, un crédit d'impôt recherche a été évalué à 474 385 euros sur l'exercice.

Charges constatées d'avance

Assurance	22 070,21
Honoraires	220 155,85
Maintenance	3 631,23
Loyers et charges	59 212,83
Locations matériels	1 494,73
Documentations	436,54
Congrès	12 170,00
Voyages et déplacements	2 995,30
Cotisations et concours	4 922,23
Matières premières	100 239,86
	427 328,78

Etat des dettes :

ETAT DES DETTES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Emprunt obligataire convertible	1 915 866		1 915 866
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :			
- à 1 an maximum	7 611	7 611	
- plus d'un an			
Fournisseurs et comptes rattachés	2 331 936	2 331 936	
Personnel et comptes rattachés	535 525	535 525	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	493 352	493 352	
Etat et autres collectivités publiques :		-	
- T.V.A	15 553	15 553	
- Autres impôts et taxes	91 692	91 692	
Groupe et associés	25 652	25 652	
Autres dettes	200 291	200 291	
Produits constatés d'avance	56 949	56 949	
TOTAL GENERAL	**5 674 427**	**3 758 561**	**1 915 866**

Les autres dettes sont constituées par des dettes de Royalties évaluées à 200 291 euros.

Etats des factures non parvenues

Nature	HT	TVA	TTC
Marchandises	91 282,34 €	15 681,63 €	106 963,97 €
Eau - electricite	1 739,18 €	340,88 €	2 080,06 €
Fournitures administratives	184,82 €	29,40 €	214,22 €
Congrès	8 804,08 €	156,78 €	8 960,86 €
Honoraires	288 568,00 €	25 199,33 €	313 767,33 €
Frais transports	35 000,00 €	- €	35 000,00 €
Voyages et déplacements	16 990,39 €	- €	16 990,39 €
Frais bancaires	1 190,85 €	12,46 €	1 203,31 €
Frais communications	1 992,96 €	423,84 €	2 416,80 €
	445 752,62 €	41 844,32 €	487 596,94 €

VI. CAPITAUX PROPRES

POSTES	Valeur au 31/12/2010	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2011
Capital	116 036			116 036
Primes d'émission	22 271 527			22 271 527
Réserve légale	20 557			20 557
Autres réserves	-			
Report à nouveau	- 10 716 615	- 5 241 287		- 15 957 902
Résultat net N-1	- 5 241 286		- 5 241 286	-
Résultat net de l'exercice			- 7 227 813	- 7 227 813
Subventions				-
TOTAL	**6 450 219**	**- 5 241 287**	**- 12 469 099**	**- 777 595**

Composition du capital au 31/12/2011 :

Actions	Nombre au 31/12/2010	Création de l'exercice	Elimination de l'exercice	Nombre au 31/12/2011
A	542 232			542 232
B	375 615			375 615
C	1 612 148			1 612 148
D1	2 532 679			2 532 679
D2	361 716			361 716
E	6 179 169			6 179 169
TOTAL (unités)	**11 603 339**			**11 603 559**
Valeur unitaire	0,01			0,01
TOTAL (€)	**116 036**			**116 036**

VII. DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

POSTES	Valeur au 31/12/2010	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2011
Provisions pour dépréciation	5 138		5 138	-
Provision pour risque				-
Provision pour garantie	221 012	277 500	180 512	318 000
TOTAL (€)	**226 150**	**277 500**	**185 560**	**318 000**

La provision pour garantie a été augmentée de 97 K€ sur l'exercice, compte tenu de l'évaluation du coût de maintenance des équipements sous garantie et du nombre de ces équipements à la date de clôture.

VIII. DETAIL DES AVANCES CONDITIONNEES

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation Stratégique Industrielle, la société bénéficie d'une avance remboursable accordée par OSEO en juillet 2009, d'un montant maximum de 1.275 K€.

Au 31 décembre 2011, les versements réalisés s'élèvent à 680 K€.

Les remboursements seront effectués en fonction des résultats d'exploitation de la société, à savoir 0,5% du chiffre d'affaires réalisé sur la vente des produits issus du projet, à compter de l'année suivant l'atteinte d'un chiffre d'affaires cumulé de 30 M€, puis de 0,75% dès l'atteinte d'un chiffre d'affaire cumulé de 50 M€. L'avance sera considérée comme intégralement remboursée lorsque le total des versements effectués actualisé au taux de 4,47% atteindra le montant total actualisé au même taux de l'aide versée.

IX. EMPRUNT OBLIGATAIRE

	Valeur au 31/12/2010	**Augmentation de l'exercice**	**Diminution de l'exercice**	**Valeur au 31/12/2011**
Emprunt obligataire	0€	1 915 866 €		1 915 866 €
	0€	1 915 866 €	0 €	1 915 866 €

L'assemblée du 2 décembre 2011 a délégué au conseil d'administration la compétence de procéder à l'émission en une ou plusieurs fois d'un nombre maximum de 1.200.000 obligations convertibles en actions de préférence de catégorie E ou en actions ordinaires pour un prix unitaire de 2 euros à libérer intégralement en numéraire.

Le conseil d'administration a fait usage de la délégation lors de sa séance du 2 décembre 2011 et a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1 915 866 euros réalisé par l'émission de 957.933 euros obligations, qui, selon le cas, seront :

- converties en actions de préférence de catégorie E ;
- converties en actions ordinaires à l'occasion d'une introduction en bourse avant le 31 décembre 2012 ;
- remboursées dans l'hypothèse d'un tour de financement avant le 31 décembre 2012.

X. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Répartition par nature en €	Montant
Vente d'équipements	5 807 533
Prestations de services	624 024
TOTAL	**6 431 557**

Répartition par marché géographique en €	Montant
France	3 098 391
Europe	815 941
Amérique du Nord	1 510 416
Reste du Monde	1006 810
TOTAL	**6 431 557**

XI. Effectif moyen

POSTES	31/12/2011
Cadres Non cadres	43 6
TOTAL	49

XII. Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Les rémunérations des membres des organes de direction ne sont pas communiquées, car cela reviendrait à donner des indications de rémunération individuelle.

XIII. Déficits reportables

Au 31 décembre 2011, le montant total des déficits reportables s'élève à 27 946 milliers d'euros et comprend 6 143 milliers d'euros de déficit fiscal de la période.

XIV. Détail des charges et produits exceptionnels

	Charges	**Produits**
Charges exceptionnelles / diverses	4 463	
	4 463	

XV. Montant des honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés en charge sur l'exercice est présenté ci-dessous :

Montant HT en milliers d'euros	Ernst & Young	Lydia Bourgeois
Audit		
Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés	88	27
Total	**88**	**27**

XVI. Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	EOS Imaging Canada	EOS Imaging USA Inc	EOS Imaging GmbH
Capital	100 CAD	1 USD	25 000 EUR
Pourcentage de détention	100%	100%	100%
Valeur unitaire des parts sociales	1 CAD	0,01 USD	50 eur
Nombre de parts	100	100	500
Dividendes encaissés	0	0	0
Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	146 KCAD	2 661 KUSD	50 KEUR
Capitaux propres au 31/12/2011	- 1 500 KCAD	- 8 278 KUSD	- 58 KEUR
Montant des créances rattachées au 31/12/2011	1 159 372 EUR	6 542 880 EUR	85 828 EUR
Montant de la dépréciation des créances rattachées au 31/12/2010	- 1 159 372 EUR	- 6542 880EUR	- 85 828 EUR
Taux de clôture	1 CAD = 0,73 EUR	1USD = 0,75 EUR	

XVII. Engagements hors bilan

Droit individuel à la formation

La société constate un engagements en matière de Droit Individuel à la Formation de ses collaborateurs, conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle accordant aux salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans, Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures.

Au 31 décembre 2011, le nombre d'heures encore ouvertes donnant droit à formation s'élève à 2 288 heures.

Indemnités de Fin de Carrière

	31 décembre 2010	Dotations	Reprises	31 décembre 2011
Indemnités de départ à la retraite	63	32		95
Total	**63**	**32**		**95**

Les hypothèses retenues pour la détermination des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Date d'évaluation	31/12/2010	31/12/2011
Modalités de départ à la retraite	*Pour l'ensemble des salariés* : départ volontaire à 65 ans	*Pour l'ensemble des salariés* : départ volontaire à 65 ans
Taux de charges sociales	52 %	52 %
Taux d'actualisation	4,68 %	4,30 %
Tables de mortalité	INSEE TH / TF 2004 – 2006	INSEE TH / TF 2004 - 2006
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3%
Taux de rotation	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge

Les droits accordés aux salariés de la société en France sont définis par les conventions collectives suivantes :

- Accords Nationaux de la Métallurgie (cadres et non-cadres)
- Accord régional de la Métallurgie : région parisienne (non-cadres uniquement).

XVIII. Tableau synthétique des stock-options

La société a émis les plans d'options suivants :

Type	Date d'octroi	Prix d'exercice	En cours au 31.12.2011
SO 2009	07/07/2009	1,00 €	496 139
SO 2010	06/07/2010	1,00 €	323 500
SO 2010	20/05/2011	1,00 €	51 500
			871 139

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AU COMPTES SUR LES COMPTES STATUTAIRES ET CONSOLIDES

LYDIA BOURGEOIS ERNST & YOUNG Audit

EOS Imaging

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

LYDIA BOURGEOIS
106, rue Cardinet
75017 Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

EOS Imaging

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EOS Imaging, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue une dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque leur usage est inférieur à leur coût d'utilisation net des dépréciations déjà pratiquées, tel que cela est décrit dans les note III « Immobilisations financières » de l'annexe aux états financiers. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour estimer la valeur d'inventaire des sociétés détenues sur la base des informations disponibles à ce jour. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues, des évaluations qui en résultent et des appréciations effectuées le cas échéant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 25 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

Lydia BOURGEOIS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag

LYDIA BOURGEOIS ERNST & YOUNG Audit

EOS Imaging

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

LYDIA BOURGEOIS
106, rue Cardinet
75017 Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

EOS Imaging
Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EOS Imaging, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3.5 « Immobilisations incorporelles » de la section III « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux états financiers expose les modalités de comptabilisation et d'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Votre société a réalisé, conformément à la norme IFRS 2, une évaluation en date d'attribution des bons de souscription d'actions attribuées au personnel afin de donner lieu à la comptabilisation d'une charge au compte de résultat, tel que cela est décrit dans la note 3.12 « Paiements fondés sur des actions » de l'annexe aux états financiers. Nous avons apprécié les hypothèses retenues et le caractère raisonnable des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 25 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

Lydia BOURGEOIS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag